

<http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article57>



# Le renouveau des luttes : entre fragmentation et convergences anti-capitalistes

- Mémoire du mouvement social - Mouvement social de 1995 -



Publication date: samedi 17 septembre 2011

---

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

---

**Le mouvement social de l'automne 1995 a ouvert un nouveau cycle de contestation en France, même s'il est possible de voir dans la grève menée par les agents de conduite de la SNCF et dans la mobilisation estudiantine de l'hiver 1986-1987 un premier regain de combativité<sup>1</sup>. De plus, la multiplication des coordinations entre 1986 et 1989 (avec les instituteurs, les salariés de la Snecma, ceux d'Air France et les infirmières) marque, de façon rétrospective, un moment de rupture et de fondation, en raison de l'émergence durable de pratiques grévistes valorisant la démocratie directe et la réalisation de l'unité à la base ; préoccupations qui ont à la fois percuté de front le syndicalisme et irrigué les luttes ainsi que les nouvelles organisations, associatives et syndicales, nées depuis la fin de la décennie 1980.**

Entre le - mouvement « anti-Juppé » de l'automne 1995 et le mouvement « anti-Fillon » du printemps 2003 - ces deux vagues de contestation reposant pour l'essentiel sur l'implication des agents du secteur public - la conflictualité s'est exprimée au travers de canaux et d'acteurs divers, ce qui a suggéré à un certain nombre d'observateurs de conceptualiser la dialectique à l'oeuvre entre les tendances à la fragmentation et à l'unification dans les luttes<sup>2</sup> et à sonder la profondeur des clivages entre le secteur public et le secteur privé, ainsi qu'à l'intérieur de chacun de ces deux secteurs, entre les salariés statutaires - et les salariés - précaires<sup>3</sup>. L'installation sur la scène conflictuelle du mouvement des « Sans » (sans emploi, mal logés, sans papiers) dès l'occupation de la rue du Dragon en décembre 1994, puis surtout à partir de celle de l'église Saint-Bernard en juillet-août 1996, l'implication des professions artistiques dans la mobilisation contre les lois Pasqua-Debré en février 1997, les coopérations établies entre diverses associations « de lutte » pour essayer de donner corps à une expression politique susceptible de peser sur les forces institutionnelles de gauche, enfin la fulgurante montée en puissance du mouvement altermondialiste après la création d'Attac<sup>4</sup> en juin 1998 et la manifestation de Seattle en novembre 1999 ont alimenté des hypothèses sur le déplacement possible de la conflictualité hors de la sphère du travail ou, formulation de teneur différente, sur la multiplication des formes et des terrains de la contestation sociale.

Bien que des comparaisons et des filiations historiques permettent de saisir la part effective de singularité présente dans les mobilisations qui ont surgi dans l'espace public entre 1995 et 2003 (qu'il s'agisse des premières marches de chômeurs dans les années 1930 ou des luttes des homosexuels, des femmes et des immigrés<sup>5</sup>, dans le sillage de Mai 1968), nombre d'auteurs ont insisté sur la radicale « nouveauté » qui émaneraient de ces mouvements contestataires, en les opposant même parfois à un monde du travail perçu comme figé, voire arc-bouté sur des positions défensives et se sentant de moins en moins représenté par ses porte-parole « traditionnels » (partis et syndicats)<sup>6</sup>. Une dichotomie sommaire transparait ainsi dans certains cadres d'interprétation - dichotomie rapidement assimilable et reproductible par les médias - entre des manifestations qui seraient emblématiques de la société contemporaine, « modernes » (des zaps organisés par Act-up jusqu'aux forums altermondialistes), et les résistances aussi « passéistes » que « désespérées » des ouvriers cherchant à sauver leurs emplois, de Cellatex à Danone. De telles constructions conceptuelles engendrent et légitiment des divisions du monde social qui accèdent, à force d'être répétées, à une forme de « naturalisation », s'imposant comme autant d'évidences dans les représentations courantes<sup>7</sup>. Elles contribuent à rejeter dans l'ignorance médiatique les conflits du travail qui ont pourtant connu une forte

remontée en 2000 et 2001 avec une véritable explosion de grèves localisées au moment des négociations et de l'application des accords sur les 35 heures.

Or, si des jonctions concrètes entre des luttes menées dans des entreprises contre des plans de restructurations et des actions lancées par des associations de chômeurs, de précaires ou encore des initiatives prises par les réseaux altermondialistes s'avèrent effectivement rares, il n'y a pas de dissociation totale entre les multiples terrains de luttes. Les ignorances réciproques et les cohabitations difficiles – par exemple, entre les confédérations syndicales et la mouvance altermondialiste lors des contre-sommets européens – risquent d'accréditer, il est vrai, l'impression de segmentation. Les manifestations et les grèves du printemps 2003 sont entrées en résonance avec celles de l'automne 1995 (au regard du taux de grévistes, du nombre de manifestants et des secteurs impliqués), mais ni les chômeurs, ni les précaires, ces derniers ayant pourtant animé des luttes emblématiques dans le commerce et la restauration rapide entre 2000 et 2003, n'ont réussi à prendre leur place dans le front de lutte constitué par les salariés du public pour la défense des retraites<sup>8</sup>. Le contre-sommet d'Evian (28 mai-3 juin 2003) qui s'est déroulé en pleine phase ascendante de la mobilisation anti-Fillon n'est pas parvenu à se transformer en un lieu de synthèse et d'élargissement du mouvement en cours.

À l'inverse, des greffes et des ensemencements s'opèrent bien : dans les cortèges particulièrement dynamiques des enseignants en mai-juin 2003, les drapeaux syndicaux flottent mélangés à ceux d'Attac, emblèmes d'une double empathie, sinon d'une double adhésion. Un mois plus tard, ce sont les intermittents du spectacle, révoltés contre la réforme de leur régime de chômage qui empruntent des modalités d'action lancées en France par Act-up en réalisant des die-in quotidiens dans les rues d'Avignon. Le soutien apporté par des groupes d'enseignants aux actions des intermittents est d'ailleurs venu prolonger la dimension interprofessionnelle que les premiers se sont efforcés d'insuffler aux assemblées générales de cheminots durant tout le mouvement anti-Fillon. Début août 2003, le rassemblement contre l'OMC organisé par la Confédération paysanne sur le plateau du Larzac, en rassemblant plus de deux cent mille personnes d'horizons divers – militants associatifs, syndicalistes, inorganisés – atteste, à peine deux mois après Evian, que les jonctions sur le terrain de la lutte sont effectivement possibles et qu'elles peuvent contribuer à la reconfiguration d'une opposition large aux politiques libérales.

Comment comprendre dès lors la diversification des lieux et des expressions de la contestation sociale ? Pour tout un pan – dominant - de la sociologie des mobilisations collectives et de la science politique, un changement historique s'est produit, interdisant désormais d'attribuer une place centrale, structurante, à un antagonisme social ou à une forme d'oppression. D'autres courants d'analyse se réclamant à des degrés divers du marxisme, mais aussi de la sociologie de Pierre Bourdieu ou de la philosophie de Jacques Rancière<sup>9</sup>, s'efforcent de saisir, au contraire, le lent travail de reconquête d'une parole collective et de construction progressive de solidarités concrètes, sur des bases transversales où les positionnements de classe ne sont pas toujours dits mais où le refus catégorique d'inégalités radicales ou de la soumission aux dogmes de la libre concurrence servent de premiers points d'appui.

### **Un champ contestataire structuré par une multiplicité d'antagonismes et d'oppressions ?**

Le fait de considérer les « nouveaux mouvements sociaux » comme des mobilisations collectives ontologiquement distinctes du mouvement ouvrier résulte

largement de l'ascendant exercé par l'approche d'Alain Touraine, première proposition théorique globale pour repenser la conflictualité sociale. Toute la construction analytique proposée par cette sociologie repose, en effet, sur l'idée d'un changement des structures sociales, avec le passage de la société industrielle à la société post-industrielle ou « programmée », lequel se traduit par le déclin du conflit de classe né dans la sphère du travail, par l'intégration des syndicats dans l'appareil d'Etat et par la constitution de nouveaux acteurs porteurs de revendications culturelles<sup>10</sup>. L'opposition entre le capital et le travail perd la centralité qui était la sienne dans la société industrielle et se voit remplacé par un rapport social dont l'enjeu porte sur le contrôle de la production comme de la diffusion des biens culturels et des informations. Cette quête sociologique de nouveaux mouvements a débouché sur un constat d'échec au milieu des années 1980, aucun d'entre eux ne parvenant à prendre en charge, à l'aune des critères établis par les sociologues, une définition globale de la vie sociale. Or, cette situation serait à comprendre comme transitoire. Le passage d'un type de société à un autre s'opèrerait au travers d'un processus graduel dont les premières séquences consacraient la déstructuration des anciens modes d'intégrations ; avec une phase intermédiaire du « grand refus » au cours de laquelle ne s'exprimeraient que des résistances corporatistes, dénuées de toute perspective<sup>11</sup>.

Quelle que soit l'influence tourainienne dans les sciences sociales<sup>12</sup>, force est de constater combien l'idée d'une nécessaire substitution d'un nouvel acteur protestataire au mouvement ouvrier, en raison des mutations socio-économiques mais aussi culturelles que connaissent les sociétés occidentales, est souvent admise comme un postulat. Il est vrai que cette conception d'une succession linéaire des formes historiques de la contestation sociale n'est pas entrée en contradiction avec les principales options défendues par les approches anglo-saxonnes, dominantes en la matière. Formalisées dans le courant des années 1960-70, les théories dites de la mobilisation des ressources ont été stimulées par l'importance des mobilisations protestataires qui secouaient alors la société nord-américaine (opposition estudiantine à la guerre du Vietnam, mouvement des Noirs pour l'obtention des droits civiques). Bien qu'elles se focalisent surtout sur la compréhension des motivations matérielles et symboliques qui poussent un individu à s'engager dans une action collective ainsi que sur les stratégies déployées par chaque mobilisation pour optimiser ses intérêts à partir des moyens dont elle dispose, ces théories adhèrent au fond à l'idée d'un renouvellement fondamental des acteurs protestataires dans la société<sup>13</sup>.

Dans un essai consacré aux nouvelles formes de militantisme caractéristiques du mouvement altermondialiste<sup>14</sup>, Tim Jordan reprend à son compte une périodisation associant l'évolution des structures de la société à celle des mouvements contestataires. Il distingue ainsi quatre séquences. À l'émergence de la société industrielle correspond la montée en puissance du syndicalisme ouvrier, le déploiement des mobilisations pour l'extension des droits démocratiques (notamment aux femmes) et la lutte contre l'esclavage. Si la pleine réalisation de la société industrielle se traduit par la prédominance du conflit de classe, cette notion perd de sa centralité dès les années 1960 avec l'apparition des « nouveaux mouvements sociaux ». Toutefois, jusqu'en 1989, même si chaque mouvement privilégie un combat spécifique, tous s'efforcent encore de « travailler sur la place de l'oppression de classe par rapport à d'autres formes d'oppression comme la domination des hommes, l'oppression raciale, sexuelle ou tout autre type d'oppression »<sup>15</sup>. Cette hiérarchisation implicite, admise par les acteurs, aurait sauté, tel un verrou, avec l'effondrement du bloc de l'Est. Selon Tim Jordan, aucune lutte militante ne peut désormais se prétendre plus fondamentale qu'une autre et cette diversité

s'avère justement constitutive de ce qu'il nomme le « militantisme politique populaire », construit sur la transgression de ce qui apparaît à un moment donné comme la normalité, sur le respect des différences, sur la recherche en acte de pratiques démocratiques plus abouties.

Empruntant à Manuel Castells la notion de « société de l'information », Tim Jordan assoit donc sa lecture des mouvements actuels sur l'hypothèse d'une rupture historique. Un certain nombre d'institutions productrices de normes sociales seraient entrées en crise – depuis la sphère familiale jusqu'à la représentation politique, les médias et les religions instituées – et l'auteur attribue au militantisme populaire, à partir de son hétérogénéité constitutive, la capacité de faire éclore de nouvelles éthiques. Chaque lutte spécifique identifie un problème au sein d'une institution ou d'une structure sociale et exige sa résolution, soit que celle-ci puisse être obtenue par une simple réforme du dispositif existant (le contrôle de la détention d'armes à feu par exemple), ce qui tend alors à renforcer la légitimité des autorités en place, soit que la solution recherchée exige des changements sociaux radicaux (l'attribution de terres aux populations indigènes engagées dans le zapatisme ou dans le MST brésilien).

Cette distinction reste bien sûr analytique. L'auteur admet que les mouvements contestataires qui gravitent dans la nébuleuse altermondialiste jouent de cette tension, entre une pratique parfois proche du lobbying dans les lieux de pouvoir effectifs – visée que s'assignait Act-Up à ses débuts et qu'Ignacio Ramonet proposait pour Attac – et le recours à l'action directe non violente pour changer la réalité, hic et nunc (en réquisitionnant des logements, de la nourriture, des terres, etc.). L'addition dynamique de ces luttes spécifiques et leur partage d'un socle minimum de principes communs (dont le refus de toute hiérarchisation interne, ce que Tim Jordan appelle la dés/organisation) ferait toute la force du « mouvement des mouvements » altermondialiste, coalition multipolaire susceptible d'unir, contre la guerre ou contre un accord de libre-échange, des associations de défense de l'environnement, des ONG, des collectifs indigènes, des associations de consommateurs, etc.

Cette dimension composite des luttes actuelles, telle qu'elle se donne à voir à l'échelle mondiale et de façon plus ou moins accentuée au niveau national, nourrit le constat d'une disparition d'un acteur central et suggère l'établissement d'une équivalence entre toutes les formes de protestation collective. L'analyse peut dès lors entériner des découpages de l'espace social, en juxtaposant différents segments de contestation - le monde du travail, le monde culturel, le monde intellectuel, les « marges » de la société -, sans jamais chercher à penser l'articulation entre ces domaines bornés. Chaque mouvement collectif interpelle d'une façon ou d'une autre le pouvoir politique, se dote d'un « répertoire d'action » spécifique déterminé par son positionnement relatif face à l'Etat et contribue ou non à modifier les règles sociales dans son domaine<sup>16</sup>. La tentation est alors grande de théoriser la parcellisation des luttes sociales et de conclure à un déplacement décisif des visées poursuivies par celles-ci ; l'horizon révolutionnaire, c'est-à-dire la transformation d'ensemble des rapports sociaux, serait frappé d'obsolescence et aurait cédé la place à un « radicalisme autolimité »<sup>17</sup>.

Daniel Mouchard applique cette matrice explicative au mouvement des « Sans », estimant que l'originalité de ces derniers provient avant tout de la relation ambivalente qu'ils entretiennent à l'Etat, aussi bien adversaire qu'interlocuteur<sup>18</sup>. Prisonniers de leur dépendance structurelle vis-à-vis des subsides ou des mesures (de régularisation

notamment) que décident de leur accorder les autorités publiques, ces mouvements puisent dans le registre du droit, un droit normatif entendu comme supérieur à la légalité en vigueur, une source de légitimation. En collectivisant les demandes des populations concernées, le plus souvent atomisées, en développant une rhétorique de la réappropriation au nom du droit fondamental à une existence digne, ils parviennent toutefois à sortir partiellement de leur rapport de subordination à l'Etat. Daniel Mouchard pointe avec justesse combien ce positionnement politique se traduit dans leur répertoire d'action, leur « illégalisme sectoriel »<sup>19</sup> se combinant avec une référence constante aux droits fondamentaux. Sa démonstration s'avère cependant bien plus polémique lorsqu'il en déduit, en raison de l'absence de toute référence à une « possible prise de pouvoir » dans le discours des associations des Sans20 que l'enjeu du conflit social ne concerne plus, dans leur cas, la redistribution des richesses matérielles, mais la démocratisation de la société, sans contestation véritable de l'assise du système économique et politique. Le « radicalisme autolimité », appuyé sur des pratiques de désobéissance civile et faisant du droit son arme symbolique, viserait donc à conquérir et à renforcer de nouveaux espaces de citoyenneté. En ce sens, les mouvements sociaux radicaux participeraient au renouvellement des démocraties représentatives, sans se projeter pour autant dans des politiques émancipatrices.

### Une contestation protéiforme de la marchandisation croissante des sociétés

Trois propositions surdéterminent ainsi, dans les approches dominantes, la compréhension de la scène conflictuelle : l'idée d'une substitution de nouveaux acteurs protestataires aux dépens d'un mouvement ouvrier affaibli et engoncé dans son institutionnalisation ; la parcellisation de la contestation en raison de la disparition d'un antagonisme structurant ou perçu comme tel ; la limitation des objectifs revendicatifs à l'obtention ou à la consolidation de droits, vecteurs cependant d'une démocratisation potentielle des sociétés libérales.

Or, ces trois propositions méritent d'être amplement discutées. La notion de rupture historique, de changement structurel au sein des sociétés occidentales, se heurte à l'extension du rapport salarial, même s'il convient bien sûr de prendre la mesure de l'éclatement des situations que masque ce rapport. Dès lors, installer définitivement les nouveaux mouvements sociaux hors de la sphère salariale n'est pas sans poser un problème de compréhension des mécanismes de production et de reproduction des inégalités sociales. Les mobilisations des chômeurs, des Sans-papiers, des mal-logés ont attesté, par les demandes qu'elles ont mises en avant, du peu de crédibilité des prospectives sociologiques qui misaient sur la prédominance des revendications « postmatérielles »<sup>21</sup>.

De plus, si les formes de domination et d'aliénation ne s'avèrent certes pas réductibles au seul antagonisme capital / travail, elles ne sont toutefois pas sans s'articuler les unes par rapport aux autres et sans se renforcer. Lorsque de jeunes salariés entament de longues grèves dans les enseignes MacDonalDs, à Paris ou dans les Bouches du Rhône, détournant les publicités de la marque, ils mènent non seulement des luttes ciblées contre une multinationale, mais ils dénoncent aussi le rêve doré de la réussite individuelle (devenir manager) qui se transforme vite, via une organisation du travail taylorienne et la précarité que donnent des CDI de quelques heures, en un encadrement forcé. Ils représentent aussi, pour une partie d'entre eux, et sans nécessairement l'exprimer, cette jeunesse dont l'origine immigrée, réelle ou supposée, les expose plus

que d'autres aux échecs scolaires, à la relégation dans des zones urbaines pauvres, au chômage et aux discriminations à l'embauche<sup>22</sup>. Comment saisir les multiples significations de la lutte des Sans-papiers, autre exemple, sans la replacer dans le processus de « délocalisation sur place » qui représente - l'apanage des stratégies de contrôle de la main d'oeuvre par le patronat<sup>23</sup> ?

Par contre le changement de conjoncture doit incontestablement être exploré, parce qu'il se concrétise dans une plus grande fragmentation des lieux contestataires, une diversification des thématiques de lutte, et en appelle à une analyse des jeux de complémentarité, de substitution et d'entraînements réciproques. Comme le souligne Danielle Tartakowsky dans un article consacré à l'association Attac<sup>24</sup>, les conditions de création de celle-ci surgissent après les grandes grèves de 1995, dans un contexte où les dégâts engendrés par la concurrence effrénée et la recherche maximale du profit commencent à apparaître au travers des scandales alimentaires et écologiques.

L'idéologie libérale présente de premières failles, après son règne dévastateur sur les années 1980, brèches dans lesquelles se glissent, selon la configuration des forces sociales dans chaque région du globe, de nouvelles formes de mobilisations, depuis le regroupement d'associations paysannes au sein de Via campesina (créée en 1993) jusqu'aux collectifs mobilisés contre l'AMI et l'OMC. Cet infléchissement conjoncturel facilite des initiatives, des recompositions, l'établissement de solidarités transversales à partir d'une situation qui était effectivement celle d'un affaiblissement des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. De ce point de vue, si le monde du travail est actuellement affaibli par l'offensive libérale, cela ne signifie pas qu'il soit inéluctablement codamné par l'histoire en tant qu'acteur social. Le syndicalisme n'a pas perdu de son emprise sur le monde du travail par épuisement de son projet historique, il a cédé du terrain, miné par les conséquences de la crise économique et par son incapacité à y faire face. Pourquoi considérer de façon catégorique que le syndicalisme, dans ses diverses composantes, serait incapable de rénover ses pratiques, de redessiner ses implantations territoriales et professionnelles (avec les syndicats de site notamment), d'assouplir enfin son mode de fonctionnement interne pour réussir à syndiquer les secteurs les plus exposés du salariat<sup>25</sup> ?

Le cycle ouvert par les grèves de 1995 en France, par Seattle au niveau mondial, consacre une re-construction des possibilités de confrontation avec le pouvoir économique et les gouvernements qui se mettent à son service. Danielle Tartakowsky compare à ce titre Attac à la première Internationale, dans la mesure où les deux associations se sont constituées « pareillement dans une phase de redéfinition des forces productives et des échanges à l'échelle planétaire qui constitue, à chaque fois, un moment d'hégémonie libérale », qu'elles ont revêtu tous deux une forme de collectifs hétérogènes, qu'elles ont aussi cherché toutes deux à associer éducation populaire et propagande<sup>26</sup>. Vincent Ruggiero insiste également sur la dynamique de re-politisation que parvient à enclencher une association comme Attac, par sa façon d'énoncer les enjeux, de les soustraire à une lecture exclusivement « politicienne » et par sa volonté affichée de dépasser le clivage réforme / rupture<sup>27</sup>.

Cette phase de recomposition se caractérise à la fois par la réapparition de luttes offensives, construites sur la revendication de droits mais aussi sur le rejet d'une marchandisation illimitée de l'activité sociale et par un dépassement des anciens liens de subordination entre associations, syndicats et partis. Rien ne semble plus exclu, a priori,

du champ de la lutte contre la mondialisation libérale, dans la mesure où toutes les positions s'avèrent à reconquérir dans un monde sans projet alternatif face à l'économie de marché. Cette ouverture des possibles stimule une diversification des modalités et des instruments de lutte, du boycott au piratage informatique de grande ampleur.

L'affirmation des droits de la personne et du droit des générations futures sert alors de premiers points d'appuis face à l'entreprise systématique de démantèlement de l'Etat social, depuis la privatisation des entreprises publiques, jusqu'à l'introduction sur le marché concurrentiel des systèmes de retraite, de santé et du système scolaire. Ce renouveau des thèmes de lutte, associé au changement dans les pratiques militantes et dans les modes d'organisation (avec le rôle joué, entre autres, par internet), témoigne-t-il de l'apparition d'une forme historique complètement distincte des précédentes de la conflictualité sociale ? Le désir de transformation de l'ordre social et politique, que partage chacun à leur manière ces collectifs de lutte, s'autolimité-t-il de lui-même à « l'ici et maintenant », et à la récupération de petits espaces d'autonomie ?

La réponse ne peut être catégorique dans la mesure où le moment historique est bien au redéploiement de la contestation sociale, avec une imbrication entre le niveau national, régional et international. Plusieurs problèmes se posent. D'une part, la mise en exergue des droits de la personne délivre un message ambivalent en partageant avec le libéralisme des fondements communs : le caractère subversif de l'affirmation du droit à la libre circulation pour les travailleurs du monde entier - réclamé par un groupe comme No border - peut aussi facilement se retourner en caution des principes directeurs du « libre » commerce. De ce point de vue, aussi bien le syndicalisme que les associations de lutte ont encore à faire mûrir une conception de la démocratie sociale qui soit véritablement porteuse d'une charge émancipatrice. D'autre part, les succès symboliques, médiatiques, remportés par le mouvement altermondialiste ne saurait masquer ses faiblesses : une dépendance qui paraît difficilement surmontable vis-à-vis des médias et une assise sociale encore très restreinte<sup>28</sup>. Au regard de ce dernier problème, les situations s'avèrent cependant contrastées. Des mouvements associatifs, à la pointe du combat altermondialiste, ont réussi à véritablement combiner des implantations et des actions locales avec une participation aux grands rendez-vous contre l'OMC ou le G8. C'est le cas de Job with Justice aux Etats-Unis, de mouvements paysans en Amérique latine et d'associations de travailleurs pauvres en Asie<sup>29</sup>. La situation européenne présente un visage différent. L'enracinement social du mouvement altermondialiste se limite essentiellement à des fractions des professions supérieures et intermédiaires<sup>30</sup>, bien que l'impact de ce mouvement ne puisse être réduit à son ancrage effectif de classe. En Italie, le travail de conscientisation mené dans les centres sociaux sur la base d'une implantation territoriale, le lien avec les luttes d'immigrés et la production culturelle alternative ont préparé le terrain à une appropriation locale de la forme d'organisation que constituent les forums sociaux. Il est significatif que la plus grande manifestation organisée depuis longtemps en Italie sur le thème de l'immigration (150 000 personnes) ait eu lieu le 15 janvier 2002, juste avant la grève générale contre la réforme du droit du travail mené par le gouvernement Berlusconi et six mois après Gênes<sup>31</sup>.

Enfin, la dynamique du mouvement altermondialiste peut-elle entraîner l'établissement d'alliances entre différentes associations et syndicats, entre différents secteurs en lutte, au point de constituer un véritable front de lutte établi non sur des positions de classe mais sur la défense d'une certaine conception de la vie en société ? Michael Hardt, Toni Negri et Paolo Virno avancent, on le sait, la notion de « multitude » pour rendre compte du déploiement d'une résistance multiforme au niveau mondial, nouvelles figures de la subjectivité, consubstantielles à l'impérialisme du capital<sup>32</sup>. Les

luttes des « Sans » ont paru aussi, durant les dernières années, ouvrir la perspective d'une alliance politique large, en mettant en lumière l'inégalité radicale qui minent en leur coeur même les sociétés les plus riches (le refus du droit à l'existence) – oppression éclairante des autres modes d'assujettissement et d'aliénation - et en entrant en quelque sorte par effraction dans l'espace public. Leur mobilisation, construite sur le refus d'une humiliation ou d'un « tort »<sup>33</sup>, poursuivait un objectif immédiat de reconnaissance publique et d'intégration dans les cadres légaux de la société. Ce qui est peu souligné, par contre, c'est qu'en leur refusant l'accès à une pleine citoyenneté – demande minimale - le système capitaliste, par la voix des gouvernements, a découvert un peu plus, en retour, ses rouages fondamentaux.

Le mouvement enseignant qui s'est retrouvé fer de lance de la contestation sociale en France au printemps 2003 présente aussi des traits singuliers qui laissent augurer d'un possible dépassement de la segmentation des luttes. Expriment à la fois leur ancrage dans le salariat, leur souffrance physique et psychologique, rendant compte de l'exposition croissante de l'école aux contradictions de la société, les enseignants ont mis en relation, dans la multitude de débats qui a émaillé sur le plan local la mobilisation, la défense de leur statut, du service public d'éducation et les menaces liées à une « marchandisation » de l'éducation<sup>34</sup>. Cette articulation entre une lutte sectorielle et des préoccupations plus générales sur le type de société souhaitée crée, sans nul doute, de nouvelles potentialités, dans un contexte certes toujours difficile de repli sur l'entreprise, à l'image des cheminots durant ce même printemps anti-Fillon, et d'isolement croissant de la combativité ouvrière dans le secteur industriel.

1 Pour un essai de périodisation de la conflictualité entre 1945 et 1995- : Sophie Bérout, René Mouriaux, « Cinquante ans de luttes sociales en France » in Sophie Bérout, René Mouriaux, coord., *Le Souffle de décembre*, Paris, Syllepse, 1997, pp. 7-30.

2 Michel Vakaloulis, « Problèmes de l'action collective aujourd'hui » in Tony Andréani, Michel Vakaloulis, dir, *Refaire la politique*, Paris, Syllepse, 2002, pp. 119-137.

3 Jean-Marie Pernot, « Conflits du public, conflits du privé, deux mondes séparés ? » in Jean-Michel Denis, dir, *Le Conflit dans les rapports au travail, une catégorie encore pertinente ?*, Noisy-Le-Grand, Actes du séminaire 2001-2002, GIPMIS, 2003, pp. 179-203.

4 L'association Attac, née suite à un éditorial d'Ignacio Ramonet - dans *Le Monde diplomatique* en décembre 1997, est - fondée le 3 juin 1998. En août 1998, elle compte 1000 adhérents en France ; en avril 2000, 21 900 adhérents et quelques 170 comités locaux ; autour de 28 000 adhérents en 2002-

5 Mogniss H. Abdallah, *J'y suis, J'y reste, Les luttes de l'immigration en France depuis les années soixante*, Paris, Editions Reflex, 2000.

6 Isabelle Sommier, *Les Nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001.

7 Franck Poupeau, « Revenir aux luttes. Eléments pour une critique de la contestation », *Agone*, n° 26 / 27, 2002, pp. 9-19.

8 Il convient ici d'établir une distinction entre le mouvement contre le plan Fillon et le « Tous ensemble » des enseignants, irrigué en amont par les luttes des aides-éducateurs et des surveillants, cf. Bertrand Geay, « Le 'Tous ensemble' des enseignants » in Sophie Bérout, René Mouriaux, dir, L'Année sociale 2003, Paris, Syllepse, 2003.

9 Patrick Cingolani, La république, les sociologues et la question politique, Paris, La Dispute, 2003.

10 Pour une présentation critique de la sociologie de l'action : Sophie Bérout, René Mouriaux, Michel Vakaloulis, Le Mouvement social en France, Paris, La Dispute, 1998.

11 Les grèves de 1995 sont qualifiées d' « ombre d'un mouvement », notamment parce que les catégories socioprofessionnelles en grève, placées à l'intérieur de l'appareil d'Etat, ne paraissent pas animées d'une souffrance ou d'un espoir collectif, Cf. Alain Touraine et alii, Le Grand refus, op. cit., en particulier pp. 56-57.

12 Pour une reprise actualisée du paradigme tourainien : Antimo L. Farro, Les mouvements sociaux, diversité, action collective et globalisation, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2000.

13 Doug McAdam, Sidney Tarrow, Charles Tilly, Dynamics of Contention, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

14 Tim Jordan, S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs..., Paris, Autrement, 2003 (traduit de l'anglais, ).

15 Tim Jordan, op. cit., p. 26.

16 Xavier Crettiez, Isabelle Sommier, dir, La France rebelle, Paris, Michalon, 2002.

17 La notion de self-limiting radicalism a été forgée par Andrew Arato, Jean Cohen, Civil society and Political Theory, Cambridge, MIT Press, 1992.

18 Daniel Mouchard, « Les Mobilisations des 'Sans' dans la France contemporaine : l'émergence d'un 'radicalisme autolimité' ? », Revue française de science politique, vol. 52, n° 4, août 2002, pp. 425-447.

19 Daniel Mouchard reprend cette expression d'un article de Cécile Péchu, Cf. Cécile Péchu, « Quand les 'exclus' passent à l'action. La mobilisation des mal-logés », Politix, n° 34, 1996, pp. 115-134.

20 Daniel Mouchard, op. cit., p. 439.

21 Pour une critique de cette lecture : Lilian Mathieu, « Les Nouvelles formes de la contestation sociale », Regards sur l'actualité, mai 1999, n° 251, pp. 33-44.

22 Mouna Viprey, « Les mécanismes de discrimination à l'égard des jeunes dont l'origine étrangère est réelle ou supposée », Revue de l'Ires, n° 39, vol. 2, 2002, pp. 1-24.

- 23 Emmanuel Terray, « Le Travail des étrangers en situation irrégulière ou la délocalisation sur place » in Etienne Balibar et alii, Sans-papiers : l'archaïsme fatal, Paris, La Découverte, 1999, pp. 9-34.
- 24 Danielle Tartakowsky, « Attac ou les échelles-temps du libéralisme » in Claire Andrieu, Gilles Le Béguec, Danielle Tartakowsky, dir, Associations et champ politique, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, pp. 643-657.
- 25 Rick Fantasia, Kim Voss, Des syndicats domestiqués. Répression patronale et résistance syndicale aux Etats-Unis, Paris, Raison d'Agir, 2003.
- 26 Danielle Tartakowsky, op. cit., pp. 646-648.
- 27 Vincent Ruggiero, « 'Attac : A Global Social Movement ? », Social Justice, vol. 29, n° 1-2, 2002, pp. 48-60.
- 28 Franck Poupeau, « Revenir aux luttes. Eléments pour une critique de la contestation », op.cit.
- 29 Samir Amin, François Houtard, dir, Mondialisation des résistances : l'état des luttes 2002, Paris, L'Harmattan, 2002.
- 30 3% des adhérents d'Attac seraient ouvriers. Par contre, enseignants, diplômés du supérieur et salariés du public y seraient massivement présents. Cf. Institut d'études européennes, Attac, Une enquête, Qui sont les adhérents ? Que veulent-ils ?, juillet 2002, 34p.
- 31 Andrea Fumagalli, « Histoire des mouvements anti-globalisation en Italie », Multitudes, octobre 2002.
- 32 « La notion de 'multitude' s'oppose à celle de 'peuple', pas à celle de 'classe ouvrière'. Etre multitude n'empêche aucunement de produire de la plus value. Et produire de la plus value n'implique aucune nécessité d'être, politiquement, 'peuple'. Bien sûr, dès lors que la classe ouvrière n'est plus peuple, mais multitude, bien des choses changent : à commencer par les formes de l'organisation et du conflit » in entretien avec Paolo Virno, « Multitudes et classe ouvrière », Multitudes, mai-juin 2002.
- 33 Patrick Cingolani, op. cit, pp. 115-160.
- 34 Bertrand Geay, « Le 'Tous ensemble' des enseignants », op. Cit.